



File d'attente dans un centre de transfert de fonds à Port-au-Prince, en Haïti.

Au-delà de la FAMILLE

Ralph Chami et Connel Fullenkamp

Les fonds que les travailleurs migrants envoient à leurs familles ont aussi une incidence importante sur l'ensemble de l'économie

LES ENVOIS de fonds — transferts privés de revenus effectués par les travailleurs migrants en faveur de membres de leur famille restés au pays — sont une bénédiction pour ceux qui les reçoivent. Souvent transférés par montants de quelques centaines de dollars, ces fonds viennent grossir le revenu disponible et servent souvent à régler des dépenses de consommation courante — nourriture, vêtements, médicaments, logement et équipement électronique. Ils ne cessent d'augmenter depuis des décennies (graphique 1). Ils permettent à des quantités de gens d'échapper à la pauvreté en leur donnant les moyens de consommer plus qu'ils ne le pourraient autrement (Abdih, Barajas *et al.*, 2012). Leurs bénéficiaires peuvent aussi garder un niveau de consommation plus élevé pendant les mauvaises passes économiques (Chami, Hakura et Montiel, 2012). Des études récentes montrent que ces fonds permettent aux ménages de travailler moins, d'entreprendre des projets à risques qu'ils éviteraient s'ils n'avaient pas ce supplément de revenus, ou d'investir dans l'éducation et la santé du ménage. Les envois de fonds sont donc une manne pour les ménages.

Mais ce qui est bon pour un ménage ne l'est pas forcément pour l'économie nationale. Il importe de se demander si les envois de fonds sont une bonne chose pour les pays qui les reçoivent, car ils constituent une source majeure de flux

financiers vers les pays en développement. On estime qu'en 2012, les travailleurs ont envoyé chez eux au moins 401 milliards de dollars par les circuits officiels et sans doute plus par des voies détournées. Ces flux sont souvent énormes comparativement à l'économie des pays qui les reçoivent. En 2011, par exemple, ils ont représenté au moins 1 % du PIB de 108 pays, 5 % du PIB de plus de 44 pays et 10 % ou plus du PIB de 22 pays (graphique 2). Par ailleurs, ces flux sont en général stables et, du point de vue du bénéficiaire, anticycliques, car ils permettent de conjurer un mauvais coup du sort.

Il ne faut pas seulement se demander si les envois de fonds ont des effets positifs ou négatifs sur l'ensemble de l'économie. Parce que les décideurs et les organisations internationales en viennent à considérer ces flux comme une source potentielle de financement du développement, il faut aussi se demander s'ils facilitent effectivement le développement, et si oui, de quelle manière. Par exemple, est-ce que certains pays qui reçoivent une grosse quantité de fonds des travailleurs à l'étranger ont pu se développer plus vite grâce à cela? Cet article analyse les effets macroéconomiques de ces flux, les problèmes de gestion qu'ils posent et les moyens de les mettre au service du développement. Les résultats des investigations ne sont pas clairs et nets, car les envois de fonds influent sur l'économie de nom-

breuses façons différentes. Au bout du compte, leurs effets dépendent de la manière dont ils sont utilisés par les destinataires.

Une source de recettes publiques

Outre les ménages, il y a un autre agent économique qui bénéficie des envois de fonds et dont l'action est importante pour l'économie : l'État. Dans une étude récente, Abdih, Chami *et al.* (2012) ont démontré que les fonds utilisés pour la consommation de biens produits localement ou importés accroissent l'assiette fiscale, ce qui augmente le produit des taxes sur les ventes, sur la valeur ajoutée et des droits d'importation. Les envois de fonds peuvent donc produire un ballon d'oxygène budgétaire fort nécessaire — qui a permis à certains pays d'accroître les dépenses, d'abaisser les impôts, ou les deux, afin de contrer les effets de la récente récession mondiale.

L'impact économique des envois de fonds dépend donc en partie de la manière dont l'État choisit de s'en servir. L'étude de Chami *et al.* (2008) montrait que l'État peut assumer un niveau d'endettement plus élevé lorsque le ratio envois de fonds/revenu intérieur est élevé — ce qui réduit le risque-pays. L'étude récente du FMI et de la Banque mondiale (2009) sur le niveau d'endettement que peuvent supporter les pays à faible revenu prenait aussi note de l'importance accrue des fonds des migrants en tant que source stable et anticyclique de financement extérieur. Ces flux permettent aux pays d'emprunter davantage, afin de financer des investissements qui favorisent la croissance économique.

Par contre, l'étude de Abdih, Barajas *et al.* (2012) fait ressortir que les envois de fonds portent atteinte à la qualité des institutions des pays bénéficiaires, précisément parce qu'ils donnent à l'État les moyens de dépenser davantage ou d'alléger la charge fiscale. Parce qu'ils élargissent l'assiette fiscale, ils permettent à l'État de mettre la main sur plus de ressources qu'il redistribue à ceux qui sont au pouvoir. Parallèlement, les envois de fonds masquent le coût réel des politiques publiques. Ils peuvent donner lieu à un problème d'aléa moral, dans la mesure où la corruption des

agents de l'État coûte moins cher aux ménages qui bénéficient de ces envois. En effet, ceux-ci risquent moins de demander des comptes aux autorités, qui se sentent moins tenues de justifier leurs actions. Il y a donc moins de chances que la marge de manœuvre budgétaire donnée par les fonds de l'étranger serve à des investissements sociaux productifs. Les interactions qui déterminent l'effet de ces fonds sur l'ensemble de l'économie sont donc complexes, et c'est pourquoi il est difficile de faire des généralisations à cet égard.

Le cycle conjoncturel

Les effets complexes des fonds des migrants sur l'économie ressortent aussi lorsque l'on prend en compte le cycle conjoncturel. Parce que ces fonds accroissent la consommation des ménages, leurs fluctuations peuvent modifier à court terme la production. Mais, en cas de chute de la production, il y a des chances pour que les travailleurs à l'étranger envoient davantage de subsides à leurs familles, ce qui tend à réduire la variabilité de la production (Chami, Hakura et Montiel, 2012).

Pendant, la hausse des envois de fonds risque de réduire les incitations à travailler, ce qui peut dérégler le cycle économique.

Les pays bénéficiaires subissent aussi les effets de la conjoncture économique des pays d'où proviennent les envois de fonds. L'étude de Barajas *et al.* (2012) montre que ces flux accroissent les chances d'inflexion simultanée des cycles économiques dans les pays expéditeurs et destinataires. Cet effet est particulièrement marqué en cas de fléchissement économique du pays expéditeur, généralement plus riche que le destinataire.

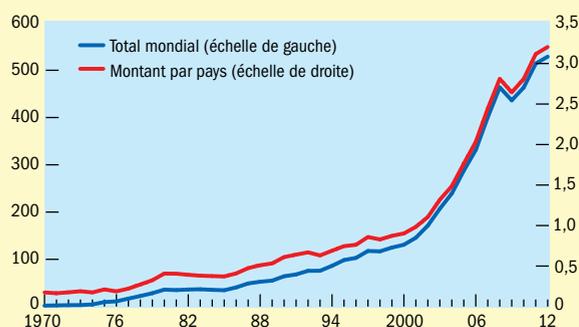
Là encore, les résultats sont contrastés. Les envois de fonds stimulent la consommation, ce qui peut, dans certains pays, réduire l'ampleur des cycles expansion-récession en assurant une sorte de plancher de la demande globale. Mais, ailleurs, ils peuvent accroître la gravité des cycles conjoncturels, en incitant les travailleurs à rester chez eux lorsque l'économie s'effondre et en tissant

Graphique 1

Fonds de l'étranger

Les envois de fonds n'ont cessé d'augmenter au cours des quarante dernières années, avec un bond considérable de 2002 à 2008.

(milliards de dollars)



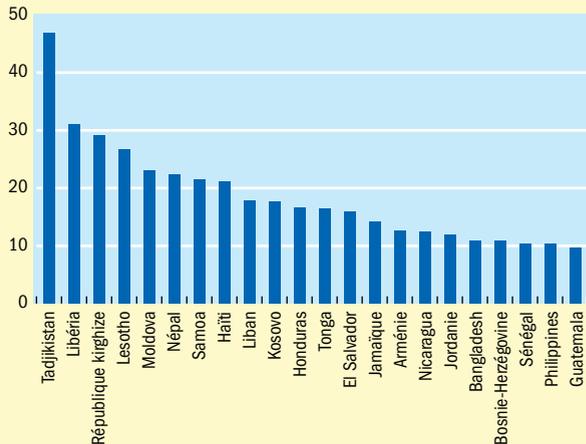
Source : Banque mondiale, base de données des *Indicateurs du développement dans le monde*, 2013.
 Note : total mondial = envois de fonds des travailleurs pour l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles l'année indiquée; montant par pays : total mondial divisé par le nombre de pays ayant déclaré leurs données l'année indiquée. L'augmentation des envois de fonds pendant cette période tient principalement à l'accroissement des migrations, mais aussi à la transmission accrue des fonds par des circuits officiels tels que les banques, qu'il est plus facile de mesurer.

Graphique 2

Dépendance à l'égard des envois de fonds

Pour un certain nombre de pays, les envois de fonds de l'étranger représentent 10 % du PIB ou plus.

(envois de fonds, en pourcentage du PIB, 2011)



Source : Banque mondiale, base de données des *Indicateurs du développement dans le monde*, 2013.

des liens plus étroits entre les cycles économiques de certains pays en développement et ceux des pays d'où proviennent les fonds.

Transferts de fonds et croissance

Depuis une dizaine d'années, l'aspect qui intéresse le plus les chercheurs est l'effet des transferts de fonds sur la croissance, en partie à cause de son importance intrinsèque et en partie à cause des mécanismes nombreux et complexes par lesquels ils peuvent exercer leur influence. Pour débrouiller la masse de réponses variées à cette question, il est utile de recourir à une approche comptable de la croissance qui mesure les effets des envois de fonds sur l'accumulation de capital, l'accroissement de la main-d'œuvre et l'évolution de la productivité totale des facteurs (PTF). La PTF prend en compte la croissance qui n'est pas due aux facteurs de production classiques (capital et travail) et inclut notamment les progrès technologiques et l'innovation financière.

Accumulation de capital. Les transferts de fonds des migrants peuvent influencer de diverses manières sur le taux d'accumulation du capital des pays qui les reçoivent. Ils peuvent premièrement financer directement les investissements. Ils peuvent aussi en faciliter le financement en améliorant la solvabilité des ménages, ce qui rehausse leur capacité d'emprunt. Ils peuvent en outre faire baisser la prime de risque qu'exigent les prêteurs parce qu'ils réduisent la variabilité de la production.

Mais, si les fonds transférés sont considérés comme du revenu permanent, les ménages peuvent les dépenser au lieu de les épargner — ce qui réduit sensiblement le montant consacré aux investissements. Et, en fait, la fraction des transferts affectée aux investissements est en général faible. Dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, par exemple, ces flux alimentent surtout la consommation de biens locaux et importés et très peu l'investissement. De plus, de nombreux ménages en épargnent une partie en achetant des actifs tels que des biens fonciers, ce qui n'accroît généralement pas le stock de capital.

Les transferts de fonds pourraient favoriser l'augmentation du «capital humain» en permettant aux membres plus jeunes du ménage de poursuivre leurs études au lieu de devoir travailler pour contribuer au revenu familial. Il semble, par exemple, qu'aux Philippines et au Mexique les envois de fonds induisent une hausse de la scolarisation. Ce surcroît d'éducation n'aurait probablement guère d'incidence sur la croissance économique s'il permet simplement à ceux qui en bénéficient d'émigrer.

Accroissement de la population active. Les envois de fonds peuvent aussi influencer sur la croissance en modifiant le taux de progression du facteur travail. Ils peuvent agir sur le taux d'activité — pourcentage de la population ayant ou recherchant un emploi. Mais, on l'a vu, ils peuvent aussi avoir un effet négatif. Les bénéficiaires des transferts peuvent travailler moins en conservant le même niveau de vie, quel que soit l'usage auquel l'envoyeur les destinait (hausse de la consommation du ménage ou investissements, par exemple). D'abondantes données empiriques confirment cet effet négatif, qui a aussi été mis en relief par de nombreux chercheurs. Les envois de fonds semblent donc plomber l'offre de main-d'œuvre.

Productivité totale des facteurs. Les chercheurs ont décelé deux circuits principaux par lesquels les transferts de fonds peuvent influencer sur la croissance de la PTF. Ils peuvent tout d'abord accroître

l'efficacité des investissements en améliorant l'intermédiation financière intérieure (l'acheminement des fonds des épargnants aux emprunteurs). Ils peuvent en effet *permettre au système financier officiel du pays qui les reçoit de mieux affecter les capitaux*. Les transferts peuvent, par exemple, favoriser la croissance du PIB lorsque les marchés financiers sont relativement sous-développés, parce qu'ils relâchent les restrictions qu'un secteur financier restreint impose aux ménages. En outre, quel que soit le stade de développement du secteur financier, les fonds venant de l'étranger viennent en général gonfler le volume des fonds circulant dans le système bancaire, ce qui peut en favoriser le développement et ainsi promouvoir une croissance économique plus vigoureuse grâce aux économies d'échelle dans le secteur de l'intermédiation financière.

Les envois de fonds peuvent aussi influencer sur la croissance de la PTF *par le biais du taux de change*. L'étude de Barajas *et al.* (2011) montre comment les transferts de fonds peuvent induire une appréciation du taux de change réel, ce qui a pour effet de rendre moins compétitives les exportations des pays recevant les fonds. Les secteurs ou entreprises qui fabriquent les produits d'exportation peuvent transférer leur savoir-faire au reste de l'économie et donner à d'autres compagnies locales la possibilité de progresser dans la chaîne de valeur. C'est souvent le cas dans le secteur manufacturier. Par conséquent, si ces entreprises deviennent moins compétitives à cause de la variation du taux de change (elle-même causée par les envois de fonds), elles sont obligées de réduire la voilure ou de fermer leurs portes, auquel cas leur influence bénéfique sur la productivité s'amointrit.

Nombreux sont les économistes qui ont cherché à mesurer l'impact des envois de fonds sur la croissance. La première étude du genre — de Chami, Fullenkamp et Jahjah (2005) — notait que, s'il y a une corrélation positive entre l'investissement intérieur et les flux de capitaux privés, d'une part, et la croissance, d'autre part, le ratio envois de fonds/PIB n'est par contre pas statistiquement significatif ou a une corrélation négative avec la croissance. Depuis lors, de nombreuses études se sont succédé, avec des résultats très variés. Pour certaines, ces transferts favorisent la croissance, pour d'autres elles lui nuisent, et pour d'autres encore, ils n'ont pas d'effet démontrable. Si l'on constate des effets positifs, ils sont conditionnels, et il faut que d'autres facteurs soient présents pour favoriser la croissance. D'après plusieurs études, par exemple, les envois de fonds ne dopent la croissance que si les institutions sociales sont bien développées.

Le plus décevant est peut-être qu'il n'y a pas d'exemple de pays où une croissance induite par les envois de fonds aurait contribué significativement à son développement. Puisque dans quelques pays les envois de fonds ont longtemps représenté plus de 10 % du PIB, on aurait pu espérer trouver au moins un cas où ils auraient eu un effet catalyseur et nettement favorisé le développement économique. Il convient toutefois de noter que les chercheurs n'ont pas non plus réussi à démontrer clairement et systématiquement que d'autres flux financiers, tels que les flux de capitaux et d'aide publique, favorisent la croissance et le développement économiques.

Pistes de réflexion

Le bilan contrasté des travaux sur l'impact macroéconomique des envois de fonds tient à plusieurs vérités premières sur leur

rôle effectif dans l'économie. *Primo*, ils sont indubitablement bénéfiques pour les ménages qui les reçoivent, car ils atténuent la pauvreté et servent d'assurance contre l'adversité. *Secundo*, ils influent sur l'économie par de nombreux circuits différents. *Tertio*, aucun de ces circuits n'est forcément actif à un moment donné : il y a de nombreux facteurs économiques et sociaux qui déterminent si tel ou tel circuit est activé ou significatif. Enfin, beaucoup de ces circuits produisent des effets économiques contraires ou divergents.

Telles sont les réalités auxquelles doivent réfléchir les décideurs qui souhaitent exploiter au mieux le potentiel de développement des envois de fonds. Pour en tirer le meilleur parti, les autorités

Les envois de fonds ne dopent la croissance que si les institutions sociales sont bien développées.

devront renforcer ou favoriser les circuits par lesquels ils profitent à l'ensemble de l'économie et limiter ou restreindre les autres. La tâche est ardue, non seulement parce que les économistes ne comprennent pas pleinement comment ces transferts affectent l'économie, mais aussi parce que les décideurs risquent de se heurter aux ménages, qui sont habitués à utiliser les fonds à leur manière. Il y a cependant plusieurs pistes prometteuses.

Chaque pays désireux de mieux exploiter les envois de fonds doit étudier comment leurs bénéficiaires les utilisent. Il est indispensable que les décideurs comprennent exactement ce qui empêche de se servir de ces fonds pour promouvoir le développement et quels sont les types d'activités propices au développement (éducation, formation d'entreprises ou investissement) qui sont le plus susceptibles d'être privilégiés par leurs bénéficiaires. Les éléments qui font obstacle à l'emploi des fonds pour le développement ou y sont au contraire propices différeront sans doute en fonction du climat économique, social et juridique propre à chaque pays.

Les gouvernants doivent tirer parti de la marge de manœuvre budgétaire que donnent les envois de fonds pour investir davantage dans les institutions sociales et les infrastructures publiques. Le surcroît de recettes fiscales qu'ils produisent peut servir à financer des initiatives visant à professionnaliser les fonctionnaires et à améliorer l'exécution des lois et règlements. Le gouvernement peut en outre mettre à profit sa plus grande capacité d'emprunt pour financer l'amélioration des infrastructures. Une possibilité consisterait à moderniser le système financier à tous les niveaux, notamment en améliorant le système de paiement, l'accès aux services bancaires et les compétences financières.

Les décideurs doivent lancer des réformes qui répondent aux besoins des ménages individuels et leur donnent de bonnes incitations à utiliser les fonds de manière productive. En promouvant l'emploi des fonds reçus des travailleurs à l'étranger comme garantie pour des emprunts privés servant à financer des investissements productifs, il y a moyen de canaliser ces fonds vers des investissements propices à la croissance. Les autorités pourraient en outre bonifier les emprunts servant à financer des études ou

à monter une entreprise pour lesquels les envois de fonds sont donnés en garantie. Il faudra travailler en étroite liaison avec les destinataires — et les envoyeurs — des fonds pour que ces efforts portent leurs fruits.

La mondialisation croissante et l'évolution démographique, y compris le vieillissement de la population active des pays développés, signifient que les envois de fonds vont sans doute prendre de l'ampleur et de l'importance à l'avenir. Il est clair qu'ils améliorent le bien-être des ménages qui en bénéficient et, à ce titre, il faut les encourager. Mais, pour mieux aider les pays qui les reçoivent, il faut concevoir des politiques publiques qui encouragent les envois de fonds et en accroissent les bienfaits, tout en limitant ou combattant leurs effets secondaires indésirables. Pour en tirer le meilleur parti, il faudra un sérieux effort de réflexion de la part des gouvernements nationaux et l'assistance des organisations internationales. Par exemple, la gouvernance et la qualité des institutions sont systématiquement passées en revue dans le cadre des consultations annuelles avec le FMI. Les effets d'encouragement des envois de fonds suggèrent que cet exercice revêt une importance particulière pour les pays qui en bénéficient. Les initiatives de cette sorte permettent aux pays d'adapter leurs stratégies de développement au rôle que jouent effectivement ces transferts, ce qui donne plus de chances de les mettre efficacement au service du développement et de la croissance. ■

Ralph Chami est Chef de division au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, et Connel Fullenkamp est professeur d'économie à l'université Duke.

Bibliographie :

Abdih, Yasser, Adolfo Barajas, Ralph Chami, and Christian Ebeke, 2012, "Remittances Channel and Fiscal Impact in the Middle East, North Africa, and Central Asia," IMF Working Paper 12/104 (Washington: International Monetary Fund).

Abdih, Yasser, Ralph Chami, Jihad Dagher, and Peter Montiel, 2012, "Remittances and Institutions: Are Remittances a Curse?" *World Development*, Vol. 40, p. 657-66.

Barajas, Adolfo, Ralph Chami, Christian Ebeke, and Sampawende Tapsoba, 2012, "Workers' Remittances: An Overlooked Channel of International Business Cycle Transmission?" IMF Working Paper 12/251 (Washington: International Monetary Fund).

Barajas, Adolfo, Ralph Chami, Dalia Hakura, and Peter Montiel, 2011, "Workers' Remittances and the Equilibrium Real Exchange Rate: Theory and Evidence," *Economia*, Vol. 11, p. 45-94.

Chami, Ralph, Adolfo Barajas, Thomas Cosimano, Connel Fullenkamp, Michael Gapen, and Peter Montiel, 2008, *Macroeconomic Consequences of Remittances*, IMF Occasional Paper 259 (Washington: International Monetary Fund).

Chami, Ralph, Connel Fullenkamp, and Samir Jahjah, 2005, "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?" IMF Staff Papers, Vol. 25 (Washington: International Monetary Fund).

Chami, Ralph, Dalia S. Hakura, and Peter J. Montiel, 2012, "Do Worker Remittances Reduce Output Volatility in Developing Countries?" *Journal of Globalization and Development*, Vol. 3, p. 1-25.

Fonds monétaire international et Banque mondiale, 2009, *A Review of Some Aspects of the Low-Income Country Debt Sustainability Framework* (Washington).